

Monsieur Jean BAUDON
Commissaire-enquêteur
109 avenue de Nemours
77210 AVON

à

Madame la Présidente
Tribunal administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case postale 8630
77008 MELUN CEDEX

Objet : Enquête publique E n°24000096/77
Commune de REMAUVILLE
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme
Dossier suivi par Monsieur DI CANDIA, Premier Vice-Président

Madame la Présidente,

Suite à la remise de mon rapport concernant l'enquête publique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de REMAUVILLE, vous m'avez adressé une demande de compléments portant sur la réserve que j'ai formulée.

Le décret n°2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du Schéma Directeur de la Région Île de France – environnemental (SDRIF-e) est entré en application le lendemain de sa publication au Journal Officiel, soit le 13 juin 2025. Par son article 3, ce décret abroge le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du SDRIF 2013.

En raison du très long délai mis par l'urbaniste en charge de l'élaboration de ce PLU et la commune de REMAUVILLE pour fournir un mémoire en réponse complet et cohérent, le projet de document d'urbanisme communal n'a pas pu être finalisé avant l'approbation du SDRIF-e.

Au cours de la période d'élaboration de ce projet de PLU, la commune de REMAUVILLE et son prestataire de services ont reçu plusieurs alertes tant de la part de la Communauté de Communes Moret Seine et Loing que de la Direction Départementale des Territoires en Seine-et-Marne sur la probable approbation du SDRIF-e dans un futur proche.

J'ai consulté la Direction Départementale du Territoire en Seine-et-Marne (service Territoires, Aménagements et Connaissances); les services juridiques de la DDT77 travaillent sur la question mais n'ont pas encore arrêté leur position.

Pour l'instant, la Compagnie Régionale des commissaires-enquêteurs en Île de France n'a pas communiqué d'instructions à ses membres concernant une éventuelle période transitoire.

Je suis pleinement conscient des difficultés auxquelles la commune de REMAUVILLE sera confrontée pour justifier la compatibilité de son projet de PLU avec le nouveau document d'urbanisme supracommunal, notamment en ce qui concerne la densification et la croissance démographique.

...../.....

Mais n'ayant pas d'information sur une éventuelle période transitoire, et en l'absence de SCoT, je suis dans l'obligation de constater que le projet de PLU de la commune de REMAUVILLE n'est pas compatible avec le SDRF-e, et de formuler cette réserve.

Certes cet avis complique la tâche de la commune de REMAUVILLE, mais il n'engage que moi. La commune peut tout à fait motiver une délibération contraire à cet avis et prendre le risque d'un rejet par le contrôle de légalité.

J'ai modifié la page 41 de mes conclusions motivées et avis ; vous trouverez la version 4 en pièce jointe à ce courrier.

Je reste à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire concernant ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

A Avon le 10 septembre 2025

